

505 LM 21718

5112-2

(1939)

A

AMENAGEMENT DES TARIFS APPLIQUES AUX MILITAIRES ET MARINS.
(modification de l'art. 22 du cahier des charges)

(s) C.D. 28. 3.39 70 XII

Aménagement des tarifs appliqués
aux militaires

(s) 70

M. ARON

Quelquefois même les difficultés auxquelles on prétend remédier n'existent pas en réalité. Voici par exemple la modification proposée par l'art. 22. Cet article, relatif aux rédactions dont bénéficient les transports militaires, dispose in fine : "les réductions ci-dessus ne s'appliquent qu'aux prix de transport proprement dit à l'exclusion des frais accessoires et des suppléments prévus pour l'usage de certaines voitures ou de certains trains". On expose que cet article peut-être interprété comme n'excluant de la réduction que les frais accessoires prévus pour l'usage de certaines voitures ou de certains trains. Mais c'est là une interprétation fantaisiste. Il paraît évident qu'il faut distinguer d'une part les frais accessoires applicables dans tous les cas et d'autre part, les suppléments spéciaux. Je ne crois pas vraiment qu'il soit indispensable de modifier le texte.
.....

M. ARON - En définitive, je serais d'avis de ne retenir, en dehors des modifications tendant à l'assouplissement des règles d'approbation des propositions de tarifs par l'Administration supérieure, que celle relative à la réduction des frais de contrôle. Celle-là est bien une conséquence de la situation nouvelle résultant de la suppression des trains sur certaines lignes, et elle entre bien dans la catégorie des modifications visées par l'art. 40.

M. LE BESNERAIS - Je n'insiste pas. Nous avons cru devoir profiter de l'occasion que nous offrait la revision des dispositions relatives à la procédure tarifaire pour procéder à

.....

une mise au point d'ensemble. Mais je reconnais que les modifications que M. ARON propose de ne pas retenir ne sont pas absolument indispensables.

Ceci ne nous empêche pas d'attirer l'attention du Commissaire du Gouvernement sur ces modifications pour le cas où le Conseil d'Etat émettrait l'avis que, la S.N.C.F. proposant certains aménagements, ce serait une occasion de procéder à une mise au point d'ensemble du cahier des charges.

M. MARLIO- Au cas où telle serait la manière de voir du Conseil d'Etat, il n'y aurait pas d'objection. Mais nous ne devons pas prendre l'initiative.

.....

Comité

2°) Le/donne mandat à M. ARON de demander ~~demain~~ au Conseil d'approuver les propositions présentées en vue de modifications de certaines dispositions du cahier des charges et du décret du 11 novembre 1917 en matière de procédure tarifaire ainsi qu'en ce qui concerne les frais de contrôle, les autres propositions n'étant pas retenues.

N° de l'art.	Texte actuel	Texte proposé	Justifications
22	<p>Les militaires ou marins voyageant soit en groupe ou en détachements encadrés, soit isolément, pour cause de service, envoyés en congé limité ou en permission, appelés sous les drapeaux ou rentrant dans leurs foyers après libération seront seulement assujettis eux, leurs chevaux, mulets ou autres animaux inscrits sur les contrôles de l'armée et ainsi que leurs bagages, savoir :</p> <p>Les militaires et marins ainsi que leurs bagages au quart du tarif général applicable aux voyageurs ordinaires et à leurs bagages; et les animaux quels que soient le nombre et la qualité des convoyeurs, au tiers de la taxe à l'unité fixée par les tarifs commerciaux applicables sur toutes relations sans conditions spéciales.</p> <p><u>Les réductions ci-dessus ne s'appliquent qu'au prix de transport proprement dit à l'exclusion des frais accessoires et des suppléments prévus pour l'usage de certaines voitures ou de certains trains.</u></p>	<p>- sans changement -</p> <p><u>Les réductions ci-dessus ne s'appliquent qu'au prix de transport proprement dit à l'exclusion des frais accessoires. Elles ne s'appliquent pas non plus aux suppléments prévus pour l'usage de certaines voitures ou de certains trains.</u></p>	<p>Dans sa rédaction présente, l'article 22 qui concerne le taux de la réduction applicable au transport des militaires et marins, peut être interprété comme n'excluant de la réduction que les frais accessoires prévus pour l'usage de certaines voitures ou de certains trains.</p> <p>En fait, des difficultés se sont produites à propos de la perception de la surtaxe de frais de gare et de contrôle pour cette catégorie de voyageurs. Celles-ci ont été aplanies par la suite, mais une précision paraît cependant désirable.</p> <p>L'avant dernier alinéa de l'art. 22 pourrait, en conséquence, être rédigé ainsi qu'il est proposé ci-contre.</p>